



Ensemble, Public – Privé

Après le 18 octobre 2007 Amplifions la mobilisation

Dans l'unité, les salariés, avec leurs organisations syndicales, ont fait du 18 octobre une très forte journée de grèves et de manifestations. 300 000 manifestants en France, dont 25 000 à Paris, avec des cortèges denses, colorés ont permis aux salariés des entreprises publiques de défilier aux côtés de nombreux salariés de multiples entreprises privées :

- SNCF, EDF-GDF, RATP, Ville de Paris, 20 établissements hospitaliers, ANPE, DDTE, spectacle, culture, Monoprix, Galeries Lafayette, MacDo, Virgin, FNAC, Flammarion, Tati, Printemps, Darty, Hôtels Concorde, George V, ACCOR, Samaritaine, éducation nationale, la construction, sécurité sociale, ASSEDIC, métallurgie...

A la SNCF, EDF-GDF, RATP le niveau de la grève a atteint des scores que l'on qualifie d'historiques allant de 70 % à 80 %. Mais la grève a été suivie bien au-delà de ces entreprises :

- Nettoyement Ville de Paris 67 % et 36 % à l'encadrement ; France Télécom 25 % ; Impôts 45 % ; Postaux 37 % à 55 % ; Trésor public 30 % ; Opéra Comédie française 42 %, éducation nationale 30 %.

Les Unions Départementales CGT, FO, Solidaires et FSU se félicitent de la réussite de cette première grande journée de grèves et de manifestations interprofessionnelles. Il nous faut dès maintenant, élargir ce mouvement à tous les niveaux, dans tous les secteurs d'activité, dans toutes les professions. **Les salariés du privé et du public, les chômeurs, les retraités, subissent les mêmes contraintes dans leur vie quotidienne. Les mêmes types de revendications nous unissent.**

Pouvoir d'achat : le travail des salariés en France n'a jamais créé autant de richesses mais ce sont seulement les actionnaires et les dirigeants d'entreprise qui se gavent à coups de dividendes, de stock-options et de parachutes dorés. Medef et gouvernement veulent supprimer toute référence au SMIC et détruire les grilles salariales pour individualiser toujours plus les salaires et rémunérations.

Emploi : des dizaines de milliers de suppressions de postes dans la fonction publique et les entreprises publiques, l'emploi précaire qui explose dans le privé et dans le public (sous-traitance, intérim, temps partiels imposées...) et les grosses entreprises qui poursuivent les licenciements malgré des subventions publiques et des profits juteux.

Protection sociale : après les déremboursements massifs, le forfait hospitalier, le 1€ par consultation ce sont maintenant les franchises médicales, alors que la loi de financement de la sécurité sociale prévoit de nouveau 30 milliards d'euros d'exonération accordés au patronat en 2008 (+ 200 milliards en 15 ans)

Retraites : après les lois Balladur en 1993 et Fillon en 2003 avec l'allongement de la durée de cotisation de 37,5 à 40 annuités, la suppression des avantages familiaux, la modification de la référence aux dix meilleures années..., **le gouvernement annonce une nouvelle attaque contre l'ensemble des régimes y compris le régime général pour le printemps 2008.**

C'est pour mieux y parvenir qu'il veut à tout prix supprimer les régimes spéciaux. La casse de ceux-ci ne pérenniserait aucun des régimes de retraites et aggraverait encore le déficit du régime général. Elle permettra surtout de baisser fortement le niveau de l'ensemble des retraites du privé et du public, tout en augmentant sensiblement la durée du travail pour tous, ainsi que le taux de chômage en France.

C'est bien sur l'ensemble de ces éléments que les salariés doivent se mobiliser massivement et dans l'unité la plus large.

Des rencontres et contacts entre les Organisations Syndicales ont lieu tous les jours et vont se poursuivre au niveau départemental, régional, fédéral, national et professionnel, pour examiner les suites à donner au 18 octobre. D'ores et déjà, plusieurs rendez-vous unitaires nationaux d'action sont fixés, notamment le 20 novembre dans la fonction publique, et l'éducation.

Les Unions Départementales CGT – FO – Solidaires et FSU sont déterminées à mettre toutes leurs forces en mouvement afin de participer et d'impulser toutes les initiatives qui permettront le renforcement et l'élargissement d'un mouvement interprofessionnel de grande ampleur et sur la durée.

Nous appelons nos structures syndicales d'entreprises, interprofessionnelles et professionnelles à multiplier dans l'unité la plus large, les initiatives, les débats au plus près des salariés, afin d'étendre les luttes à tous les secteurs d'activité.

Ensemble et avec détermination, agissons pour la satisfaction de nos revendications :

- **L'augmentation** des salaires, des pensions et des minima sociaux, **le maintien** du SMIC, de l'emploi qualifié, des contrats de travail en CDI. Pour cela, nous exigeons l'ouverture, dans le public comme dans le privé, de négociations salariales.
- **Le maintien des régimes spéciaux de retraite** et des droits qui leur sont attachés. Aucun allongement de la durée de cotisations
- **L'abrogation des mesures Balladur et Fillon**
- **Le maintien** de la retraite de base à 60 ans à taux plein pour tous,
- **Le maintien** d'un réel service public de l'emploi et du système d'assurance chômage et contre la fusion ANPE/UNEDIC
- **La reconnaissance** du CDI comme le contrat de travail de référence et contre la précarité
- **Le maintien de la Sécurité Sociale solidaire et égalitaire**, retrait des franchises, non à la TVA sociale
- **L'annulation des suppressions de postes** dans le secteur public et la fonction publique, remplacement des départs en retraite et création des postes nécessaires
- **L'arrêt des licenciements dans le privé,**
- **Contre la recodification du code du travail**
- **Contre le projet de fusion des impôts et du trésor.**

Paris, le 30 octobre 2007